



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le 20 avril 2026

Nos réf. : SHM/JG/MT n° 26-115

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BOUREAU

Haut Chemin - 52800 LANQUES-SUR-ROGNON

Code AIOT : 0005700979

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09 avril 2026 dans l'établissement BOUREAU implanté Haut Chemin 52800 LANQUES-SUR-ROGNON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan de contrôle annuel 2026

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOUREAU
- Haut Chemin - 52800 LANQUES-SUR-ROGNON
- Code AIOT : 0005700979
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est implanté à 880 m à l'Ouest des premières habitations de LANQUES-SUR-ROGNON, à 1,5 km du ruisseau du Véchet et à proximité du carrefour formé par les RD1 et RD 230.

La carrière a été autorisée par arrêté du 27 novembre 2015 sur une surface de 5 ha 95 a 70 ca pour une extraction de roche calcaire sur une surface de 5,2 ha. L'autorisation est accordée jusqu'au 27 novembre 2045 avec une production maximale annuelle de 50 000 t. L'extraction a été en 2022 de l'ordre de 3 000 t/an.

La carrière était à l'arrêt lors de la visite.

Aucune installation de traitement n'était présente sur le site.

La SA BOUREAU exploite 3 autres carrières en Haute-Marne (CHOIGNES – LANTY-SUR-AUBE – ARC-EN-BARROIS). Les personnels et équipements de travail utilisés sur le site de LANQUES-SUR-ROGNON sont affectés, hors exploitation de cette carrière, sur d'autres sites.

L'Entreprise BOUREAU, spécialisée dans l'exploitation de carrières et les travaux publics, emploie environ 45 personnes réparties sur les différents sites, bureaux et ateliers.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	AP autorisation	Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 7	Sans objet
2	AP autorisation	Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 9.1	Sans objet
3	AP autorisation	Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 10.2	Sans objet
4	Bruits et vibrations	Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 21.1	Sans objet
5	Bruits et vibrations	Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 21.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas permis de relever de non conformités.

Le site est tenu conformément à l'arrêté d'autorisation prescrit.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : AP autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 7
Thème(s) : Autre, phasage
Prescription contrôlée : Le phasage d'exploitation reporté sur le plan en annexe 2 joint au présent arrêté, doit être scrupuleusement respecté. Néanmoins, il est possible de déroger à celui-ci après demande motivée et accord écrit de l'inspection des installations classées. Chaque phase correspond à une durée de 5 ans.
Constats : Le plan fourni lors de la visite, ainsi que les constatations effectuées sur le site le jour de la visite permettent d'indiquer que le phasage est globalement respecté, mais accuse un léger retard. en effet, le site est exclusivement réservé aux chantiers locaux, dont l'exploitation du site dépend. Le phasage s'en trouve donc légèrement décalé, mais n'appelle, à ce stade ; pas de remarque de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : AP autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 9.1
Thème(s) : Autre, Épaisseur d'extraction
Prescription contrôlée : La profondeur maximale d'extraction est de 26 m (décapage et gisement massif). La cote minimale d'extraction à atteindre est de 374 m NGF.
Constats : Le plan fourni par l'exploitant préalablement à la visite, n'indique pas d' extraction sous la côte 374m NGF. Les points actuels les plus bas se situent au dessus de 384m NGF
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 10.2
Thème(s) : Autre, Remise en état
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de remettre le site affecté par son activité dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant. La remise en état est effectuée au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'exploitation et devra être terminée au plus tard à l'échéance fixée à l'article 1 (sauf en cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter) ; de même pour l'extraction de matériaux commercialisables qui ne doit plus être réalisée 6 mois au moins avant l'échéance de l'autorisation. La remise en état sera conforme aux dispositions contenues dans le dossier de demande d'autorisation déposé en décembre 2014 et aux plans de remise en état fournis en annexe 3 et 3bis. Elle inclura :</p> <ul style="list-style-type: none"> la mise en sécurité des fronts de taille, le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site. Un suivi écologique et d'accompagnement, qui passera par des relevés phytosociologiques, sera mené en cours d'exploitation par un organisme compétent en vue de suivre l'évolution des pelouses maintenues en l'état et la reconstitution des pelouses après exploitation. Ce suivi sera réalisé tous les 3 ans, en plus d'un état effectué 1 an après la fin des travaux. Ce suivi devra permettre de plus de vérifier la présence ou non d'espèces invasives sur le site, qu'il conviendra d'éradiquer. Au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation, le réaménagement de la carrière est réalisé selon les modalités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> talutage et remodelage à 70 ° des fronts Nord-Ouest et Sud (pour partie) à l'aide de stériles d'exploitation et matériaux inertes extérieurs au site ; une partie de la fosse d'extraction située au Sud-Ouest sera remblayée en pente douce sur environ 8 m, maintien, après des opérations de purge si nécessaire, d'un linéaire de front au Nord/Nord-Est avec 12 m de hauteur maximum et une pente yyt ; ce front pourra être scindé en 2 ; ce linéaire sera diversifié sur le plan écologique et paysager : fronts verticaux, fortes pentes à éboulis mobiles, banquettes intermédiaires à dalles calcaires, talus moins pentus.. ; des merlons périphériques seront maintenus en haut des fronts verticaux avec présence d'une haie arborée avec épineux afin d'en limiter les accès, • maintien de la clôture en partie haute des fronts non talutés, mise en place d'une zone à vocation prairiale sur environ 20 000 m² sur la surface remblayée dans le carreau d'extraction, mise en place d'une prairie calcicole sur environ 3 000 m² sur une partie du plancher de la carrière, dans le secteur Sud-Est, avec régalinge de terre végétale sur une épaisseur moyenne de 15 à 20 cm, sans semis ni plantation ; afin de limiter le développement des ligneux, la prairie sera fauchée dès la 3e année après sa création, puis ensuite avec une fréquence annuelle ou bisannuelle, conservation de la dalle calcaire à « nue » dans le restant du site, sur environ 20 000 m², plantation d'un bosquet d'arbres et arbustes d'essences locales sur une surface de 2 000 m² sur le plancher de la carrière, afin de préserver l'avifaune (pie-grièche écorcheur,...), maintien de la haie arborée et arbustive (merlon paysager) sur le secteur Nord, Nord-Est planté dès le début de l'exploitation sur les délaissés périphériques situés au Sud, Est et Ouest, les friches existantes seront conservées en état tout au long de l'exploitation et fauchées annuellement pour garder l'environnement ouvert, propice à la pie-grièche écorcheur.
<p>Constats :</p> <p>La zone d'exploitation actuelle est partiellement remise en état, puisqu'encore en phase extraction. Le carreau est propre. Le front de taille est sain sans surplomb dangereux. Le pied de front de taille est protégé par des fosses créées par le positionnement de merlons, qui permettent de réceptionner d'éventuelles chutes de blocs. L'accès au carreau est rendu impossible à tous véhicules en dehors des périodes d'exploitation, puisque des enrochement sont disposés sur la rampe donnant accès à celui-ci. Un merlon périphérique est présent autour de la zone en exploitation. La remise en état actuelle correspond au stade d'avancement de l'exploitation prévue dans l'arrêté d'autorisation</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Bruits et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 21.1

Thème(s) : Risques chroniques, bruits

Prescription contrôlée :

En dehors des tirs de mines, les bruits émis par la carrière et les installations de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse...) d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant dans les zones à émergence réglementées ZER (incluant le bruit de la carrière)

Emergence admissible

Niveau de bruit ambiant dans les zones à émergence réglementées ZER (incluant le bruit de la carrière)	Emergence admissible	
	Période 7h-22h sauf dimanches et jours fériés	Période 22h-7h + dimanches et jours fériés
>35dB(A) et < ou = 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
> 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'elle est à l'arrêt.

Les zones à émergence réglementée sont :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existants à la date de l'arrêté d'autorisation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cours, jardins, terrasses),
- les zones constructibles définies par les documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation,
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Le niveau limite de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété est de :

70 dB(A) de 7h00 à 22h00 sauf dimanches et jours fériés,

60 dB(A) de 22h à 7h00 ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'évaluation du niveau de pression continu équivalent incluant le bruit particulier de l'ensemble de l'installation est effectuée sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant de celle-ci.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des carrières, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

En outre, le respect des valeurs maximales d'émergence est assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existant à la date du présent arrêté et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Un contrôle des niveaux sonores est effectué tous les 5 ans. Le point de contrôle de l'émergence sera notamment implanté à la 1ère habitation de LANQUES-SUR-ROGNON.

Le premier contrôle devra intervenir avant 2018.

Ces résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'étude acoustique fournie par l'exploitant date de 2022. La prochaine devra donc être réalisée en 2027, puisque à réaliser tous les 5 ans.

Les résultats transmis n'indiquent pas de non-conformités.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 21.2

Thème(s) : Risques chroniques, vibrations

Prescription contrôlée :

Article 21.2.1- Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

A cet effet, les technologies éprouvées les plus performantes sont utilisées.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de Fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

Le respect des valeurs limites citées ci-dessus est vérifié annuellement sous réserve de la réalisation effective de tirs. Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Article 21.2.2 - En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Constats :

lors de la visite, l'exploitant a fourni une étude des mesures de vibrations réalisée le 27 mars 2025. Les résultats fournis par le bureau d'étude n'indiquent pas de non-conformités.

Type de suites proposées : Sans suite